

**Titre V – DSJ Guyane
2006-02 / 2012-036**

**TRIBUNAL JUDICIAIRE DU LARIVOT A MATOURY (973)
MARCHE DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE
ATTENTE GARDEE
RELANCE CONSULTATION DES LOTS 04-05-06**

Numéro de la consultation : 25-002

- Lot 04 : Electricité
- Lot 05 : Revêtement de sols, plafonds, murs et cloisons intérieures
- Lot 06 : Clôtures – portillons sécurisés

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Procédure adaptée ouverte

Date et heure limites de remise des offres :

Vendredi 14 mars 2025 à 17h00 (heure de Paris)

Maître d'ouvrage

APIJ
IMMEUBLE OKABE
67 AVENUE DE FONTAINEBLEAU
94270 LE KREMLIN-BICETRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ ET CONTEXTE DE L'OPÉRATION.....	3
1.2 DURÉE DU MARCHÉ.....	3
1.3 DÉLAI D'EXÉCUTION	3
1.4 LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	3
1.5 NATURE DU MARCHÉ.....	3
1.6 ALLOTISSEMENT	3
1.7 TRANCHE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 MODE DE PASSATION	4
2.2 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR LE GROUPEMENT	4
2.3 VARIANTES.....	4
2.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
2.5 MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.6 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
2.7 CONNAISSANCE DU SITE ET CONDITION D'ACCÈS.....	6
2.8 COMPLÉMENTS D'INFORMATION	6
ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITÉ DES DOCUMENTS EN COURS D'ÉTUDE	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES OFFRES	7
5.1 DOSSIER DE CANDIDATURE	7
5.2 DOSSIER OFFRE	8
ARTICLE 6 : CONDITION DE REMISE DES PROPOSITIONS OU DE REMISE DES OFFRES	9
6.1 TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU PLI	9
6.2 SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	9
6.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	10
6.4 ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT	11
ARTICLE 7 : CRITÈRES DE SÉLECTION.....	11
7.1 JUGEMENT DES CANDIDATURES	11
7.2 JUGEMENT DES OFFRES	11
7.3 NÉGOCIATION	11
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	13
ARTICLE 9 : OBLIGATION DE DISCRETION	13
ARTICLE 10 : DOCUMENTS À REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGÉ D'ATTRIBUER LE MARCHÉ ...	13
ARTICLE 11 : VOIES DE RECOURS.....	14

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet du marché et contexte de l'opération

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) qui intervient au nom et pour le compte du ministère de la Justice, agit en qualité de maître d'ouvrage.

Le marché a pour objet le remplacement des modulaires initialement installés temporairement en 2019 pour y héberger l'attente gardée dans des conditions de sécurité plus adaptées, par des containers maritimes de vingt pieds reconditionnés et assemblés. Les containers du RDC reposeront sur des plots béton légèrement enterrés.

L'exécution des travaux a lieu en site occupé et en activité : le fonctionnement des juridictions ne doit pas être impacté par leur exécution.

1.2 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la notification du marché jusqu'à la clôture administrative et financière de l'opération, soit une durée globale de 2 mois.

1.3 Délai d'exécution

Le délai global d'exécution du marché se décompose comme suit :

Délais	Point de départ du délai
Période de préparation 1 mois en dérogation à l'article 28 du CCAG Travaux	Notification du marché
Période de travaux 1 mois	Ordre de service

1.4 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées au Tribunal Judiciaire du Larivot à Matoury (973 – Guyane).

1.5 Nature du marché

La présente consultation porte sur la passation de marchés publics de travaux, passé à prix global et forfaitaire.

1.6 Allotissement

LL'opération globale est décomposée en 7 lots dont seules les lots 4 à 6 font l'objet de la présente consultation, suite à une précédente procédure déclarée sans suite en raison d'une évolution des besoins sur lesdits lots:

- Lot 01 : Containers métalliques – serrurerie- escalier extérieur (ce marché concerne principalement de la fourniture, il fait l'objet d'une consultation dédiée, il est indiqué à titre indicatif, il ne fait pas partie de la présente consultation)
- Lot 02 : Charpente bois, couverture, bardage, gouttières (hors présente consultation)
- Lot 03a : Menuiseries aluminium (hors présente consultation)
- Lot 03b : Menuiseries bois – deck (hors présente consultation)
- Lot 04 : Electricité

- Lot 05 : Revêtement de sols, plafonds, murs et cloisons intérieures
- Lot 06 : Clôtures – portillons sécurisés

Chaque candidat pourra candidater sur un, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

L'offre présentée par le candidat devra porter sur l'ensemble des prestations objet du lot concerné.

Les prestations donneront lieu à l'établissement d'un marché unique par lot.

1.7 Tranche

Le marché n'est pas découpé en tranche.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 Forme juridique que devra revêtir le groupement

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Le groupement attributaire peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.5 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** dans l'acte d'engagement. Il court à compter de la date limite de remise des offres.

2.7 Connaissance du site et condition d'accès

La visite du site est vivement recommandée

Deux visites seront organisées durant la période de consultation. Tout candidat souhaitant déposer une offre est invité à se rapprocher de la maîtrise d'ouvrage pour définir une date pour la visite.

Afin d'accéder au site, votre présence doit être confirmée préalablement aux contacts suivants :

Mme DJADER, cheffe de projet APIJ

siham.djader@apij-justice.fr

M.DIDIER, maître d'œuvre

amarante.archi@orange.fr

-

L'Entrepreneur, lors de sa visite pourra prendre des côtes et mesures nécessaires à l'établissement de son offre et devra porter une attention toute particulière :

- **A l'état des équipements devant être déposés, reposés /conservés ;**
- **A l'environnement de travaux en milieux occupés.**

L'Entrepreneur pourra demander au représentant du maître d'ouvrage tous renseignements concernant les pièces qui lui seront remises, s'il le juge nécessaire.

Toute conséquence d'une omission résultant d'une mauvaise interprétation des pièces sera à la charge de l'Entrepreneur.

Une date de visite complémentaire pourra **éventuellement être proposée par le pouvoir adjudicateur et sous réserve de l'accord du Tribunal Judiciaire. Cette date sera communiquée, le cas échéant, aux candidats sur le site PLACE.**

Aucune visite complémentaire ne pourra être organisée à moins de 7 jours avant la date limite de remise des offres.

2.8 Compléments d'information

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

0. Le présent Règlement de Consultation (RC) commun à tous les lots
1. Pour chaque lot, L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance
 - Annexe 2 : Convention d'obligations réciproques
 - Annexe 3 : répartition de la rémunération entre co-traitants
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots travaux,
3. Pour chaque lot, Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes (communes à l'ensemble des lots) :
 - Annexe 1 : Pièces graphiques
 - Annexe 2 : Plan Général de Coordination SPS (PGC du 23/05/2024)
4. Pour chaque lot, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat

en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES

Les dossiers constituant l'offre sont entièrement rédigés en langue française. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur. Il est rappelé que les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Chaque candidat peut candidater à un ou à plusieurs lots.

Après analyse, un même candidat pourra se voir attribuer tous les lots.

Les plis dématérialisés seront composés d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre :

4.1 Dossier de candidature

Ce dossier contient tous les éléments, à savoir, **pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement :**

Situation juridique du candidat

- Une lettre de candidature complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1). En cas de groupement, une seule lettre de candidature est requise
- Si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

Capacités économiques et financières professionnelles et techniques

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (ou formulaire DC2 "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement").

Capacités professionnelles et techniques

- Certificats professionnels ou équivalents :
 - o Lot 4 : habilitation électrique B2V, certificat d'aptitude professionnelle électricien
 - o Lot 5 : certificats d'aptitudes professionnels en pose de revêtements de sols, en peinture, plaquiste
 - o Lot 6 : certificat d'aptitude professionnel en serrurerie-métallerie.

Le candidat pourra fournir à l'appui toutes qualifications QUALIBAT.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation de **3 références datant de moins de 5 ans sur des prestations similaires dont au moins une en milieu occupé**. A l'appui de chaque référence, le candidat devra remettre un

certificat d'aptitude émanant d'une personne publique ou d'une personne privée attestant que le candidat a récemment effectué des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation. Sur ces lettres de références devront être clairement indiqués :

- La nature des travaux ;
- Le montant des prestations ;
- La date de réalisation ;
- Les noms et qualités du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le candidat présentait plus de 3 références, seules les 3 premières références seraient appréciées.

Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des travaux pour les références les plus importantes, précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et s'ils ont été menés à bonne fin.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.

Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Le candidat indiquera **une adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

4.2 Dossier offre

Pour chaque lot, le dossier offre comporte en un exemplaire original les pièces suivantes :

1. **L'acte d'engagement (AE)** à compléter et à dater par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement):

Annexe 1 : Le cas échéant, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte spécial de sous-traitance annexé) ;

Annexe 2 : la Convention d'obligations réciproques –Travaux ;

Annexe 3 : Répartition de la rémunération entre co-traitants (le cas échéant).

2. La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** complétée par mission et par cotraitant, **aux formats Excel et PDF**, cadre à accepter sans modifications. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre. Le candidat détaille impérativement dans sa DPGF les quantités (longueurs de chemins de câbles, nombres de baies, d'équipements, asservissements, etc.) et les prix unitaires par poste;

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le

candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant

Le refus du soumissionnaire d'harmoniser la DPGF avec le montant indiqué dans l'acte d'engagement entraîne l'élimination de son offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer lors de l'examen des offres les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estime nécessaires.

3. Un mémoire technique comportant a minima :

- Les moyens humains et matériels affectés au projet
- Les modalités d'organisation de réalisation des prestations en milieu occupé
- Fiches techniques des produits mis en œuvre
- Délais d'approvisionnement et d'intervention. Le candidat devra préciser les délais relatifs à la préparation du chantier et à l'exécution des travaux.

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.

ARTICLE 5 : CONDITION DE REMISE DES PROPOSITIONS OU DE REMISE DES OFFRES

5.1 Transmission électronique du pli

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2686114&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits. Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

5.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

5.3 Transmission de la copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« copie de sauvegarde – Titre V Attente gardée – Relance consultation – LOT X – NE PAS OUVRIR » et doit :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h00, 14h00 à 17h30) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67 avenue de Fontainebleau 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice - 67 avenue de Fontainebleau 94270 Le Kremlin-Bicêtre

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La lettre recommandée électronique :
 - ➔ Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - ➔ Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.ue)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'annexe 6 du code de la commande publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais (par exemple pour des raisons d'aléas techniques) ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré, après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de la consultation, ainsi que ceux remis sous enveloppe non fermée, ne sont pas retenus et sont renvoyés à leurs auteurs.

5.4 Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux-mêmes.

ARTICLE 6 : CRITERES DE SELECTION

6.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière ou de capacités techniques et professionnelles suffisantes ou minimales demandées, ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature

Nota : L'APIJ se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures. Le cas échéant la candidature du seul candidat pressenti attributaire sera analysée.

6.2 Jugement des offres

Pour chaque lot, le jugement des offres est effectué en tenant compte des critères suivants, pondérés de la façon suivante :

Le prix des prestations (montant global et forfaitaire) : 40%, sur la base du montant global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement ;

La valeur technique de l'offre : 60% décomposés comme suit :

- 15% : Moyens humains et matériels affectés au projet
- 20% : Les modalités d'organisation de réalisation des prestations en milieu occupé
- 15 % : Fiches techniques des produits mis en œuvre
- 10 % : Le délai d'exécution des travaux proposé

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), d'un prix forfaitaire ou d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire.

6.3 Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes. Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats doivent faire parvenir au plus tard **8 jours ouvrés avant la date limite** de remise des offres une demande écrite sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2686114&orgAcronyme=d3f>

ARTICLE 8 : OBLIGATION DE DISCRETION

L'ensemble des pièces communiquées dans le dossier de consultation sont réputées confidentielles. Le candidat qui avant la notification du marché a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître la teneur. Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants et fournisseurs ; le candidat s'engage à les leur communiquer. En cas de violation par le candidat ou ses sous-traitants et fournisseurs des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le candidat s'expose à voir son offre rejetée.

ARTICLE 9 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Si le signataire de l'Acte d'Engagement n'est pas le représentant légal de l'entreprise attributaire : la délégation de pouvoir ou de signature datée et signée.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

ARTICLE 10 : VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Cayenne:

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution.